



# CHAMPS LIBRES DÉBATS

## Utiliser l'armée pour former la jeunesse ou assurer l'ordre : une facilité dangereuse

Pour les candidats à la présidentielle, faire des promesses tonitruantes teintées de kaki sur des sujets de politique intérieure devient une habitude. En 2017, Emmanuel Macron avait promis un service national et militaire obligatoire pour les 600 000 à 800 000 garçons et filles de chaque classe d'âge. Bien vite, il a précisé qu'il ne s'agissait pas de leur apprendre à porter les armes pour leur pays, soulignant ainsi l'incongruité de cette idée d'une expérience militaire sans finalité militaire. Mais la pierre était posée.

Cinq ans plus tard, le nouveau service national universel (SNU), finalement placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, connaît une nouvelle expérimentation, après celles de 2019 et de 2021. Cette année, 50 000 volontaires sont attendus pour tester les quinze jours de « phase de cohésion » puis « s'engager », dans les mois qui suivent, dans une courte mission d'intérêt général d'une à deux semaines. Le gros des effectifs est attendu en juin et juillet ; 4 000 d'entre eux sont néanmoins convoqués avant les élections, dès ce 13 février.

À ce stade, les armées se bornent à former les encadrants de la première phase et à accueillir des volontaires pour la seconde. Mais plane sur le SNU la nostalgie du défunt service, dont on se plaît à oublier que la fonction première n'était pas d'éduquer mais de construire une armée : les images de cette « phase de cohésion » hivernale, de son décorum fait d'uniformes siglés « SNU » et de *Marseillaise* chantée au pied du drapeau,

viendront opportunément reconforter, en pleine campagne électorale, une mémoire nationale brouillée.

Il y a quelques semaines, à son tour, Valérie Pécresse a affirmé qu'elle mobiliserait les armées pour faire face, notamment, aux trafiquants de drogue. Quelques jours plus tard, il ne s'agissait plus que de sécuriser les périmètres d'action des forces de sécurité intérieure.

Le scénario se répète donc : un candidat, pourtant réputé raisonnable, fait une déclaration fracassante. Puis il la modère, sans la remettre en cause. Le coup est parti et il a polarisé quelques jours le traitement médiatique, dévorant au passage le peu de temps consacré aux questions de défense, qui engagent pourtant l'avenir des trois armées.

Ces annonces régulières, finalement suivies d'effets, sont révélatrices d'une tendance qui n'est pas sans danger.

Alors que les Français se défient du monde politique, ils accordent une large confiance aux militaires. Des enquêtes sociologiques sérieuses attestent d'une demande de plus en plus forte d'autorité. Pour les politiques, le recours aux armées et à leur image est plus rapide et visuellement efficace que de mener les réformes au long cours permettant aux institutions civiles de mener à bien leur mission en matière d'éducation ou de sécurité.

Des équilibres subtils forgés dans les chaos douloureux de l'histoire sont remis en cause. Des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle aux guerres de décolonisation, en passant par l'unité nationale de la Grande Guerre et les tragédies de l'Occupation, la fonction des armées s'était clarifiée, reléguant au rang d'exceptions (circonscrites dans le temps ou l'espace) les autres emplois qui peuvent en être faits : leur mission consiste à affronter, sur ordre des autorités que se donnent les Français, les ennemis qui, au nom d'intérêts et de projets politiques

extérieurs, menacent la communauté nationale.

En corollaire, pour qu'il n'y ait aucun doute sur le fait que les militaires servent tous leurs concitoyens sans exception, il leur est demandé de réserver l'expression de leurs opinions politiques. L'armée n'a pas de couleur partisane ; ce faisant, elle garantit qu'elle assurera la survie de la nation quelles que soient les alternances qui rythment la vie démocratique. En 1921, après le traumatisme de la Grande Guerre, la gendarmerie mobile est créée pour que les autres militaires ne se trouvent plus placés face à leurs concitoyens dans des missions de maintien de l'ordre. En 1997, lorsque est suspendu le service national et avec lui le service militaire, les états-majors considèrent que les armées n'ont pas vocation à encadrer les formes de service civil au contenu flou un moment envisagées. Les militaires sont ainsi dégagés de tout emploi qui pourrait, sur le sol national, les lier à des choix politiques partisans et les mener à exercer au long cours une action - d'ordre physique ou psychologique - sur leurs compatriotes.

Si le SNU devenait un jour obligatoire, comme l'a promis l'actuel exécutif, le défi logistique et humain serait colossal. Les militaires même en s'en tenant à leur actuel engagement, seraient massivement employés. Or, par l'utilisation de leurs rites et l'inscription du SNU dans les souvenirs du service d'antan, leur image serait associée à des contenus d'ordre politique car le programme annoncé pour la « phase de cohésion », lors d'un séjour obligatoire en internat, fluctuera inévitablement au gré des majorités. Les activités civiques sur l'égalité femmes-





hommes, l'écologie ou la mémoire ne peuvent échapper, en démocratie, aux clivages partisans. Les armées seraient ainsi associées à un projet dont la finalité réside dans l'adhésion de chaque classe d'âge à des systèmes de valeurs changeants.

Si les armées venaient en outre à être régulièrement requises dans la lutte contre la délinquance sur le sol national, il faudrait assumer de placer des militaires armés face à leurs concitoyens avec les conséquences tragiques que cela pourrait entraîner. Le précédent de l'opération Sentinelle est souvent invoqué : sa pérennisation alimente un risque de confusion et d'oubli de sa finalité première motivée par les attentats de 2015. Et déplacer le curseur viendrait enfoncer plus dangereusement encore un coin dans les équilibres vieux de cent ans qui distinguent la sécurité intérieure des missions de défense nationale.

Le devoir de réserve demandé à ceux qui endossent l'uniforme devrait conduire les responsables politiques à une forme de tempérance dans l'emploi des armées et de leur image sur la scène intérieure. Dans un contexte stratégique de plus en plus lourd, la qualité du lien de confiance qui unit les Français à leurs militaires est à ce prix.

\* *Bénédicte Chéron a publié plusieurs ouvrages salués par la critique, tels « Pierre Schoendoerffer » (2012, CNRS Éditions) et « Le Soldat méconnu. Les Français et leurs armées : état des lieux » (Armand Colin, 2018).*

► Pour les politiques, le recours aux armées et à leur image est plus rapide et visuellement efficace que de mener les réformes permettant aux institutions civiles de mener à bien leur mission en matière d'éducation ou de sécurité ◄

## BÉNÉDICTE CHÉRON

Les candidats à l'Élysée cèdent à la tentation d'utiliser l'armée et son prestige retrouvé pour des missions qui ne sont pas les siennes, comme le service national universel (SNU), qui doit accueillir 50 000 volontaires à partir des 13 et 14 février, déplore l'historienne\*, maîtresse de conférences à l'Institut catholique de Paris.

